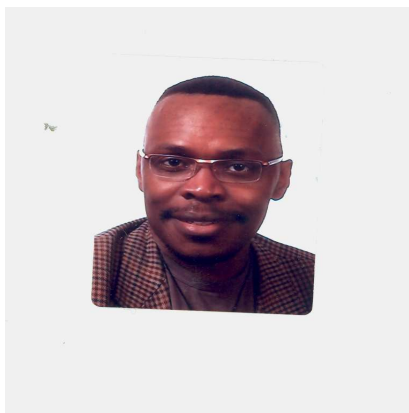


En Afrique subsaharienne en général, et au Cameroun en particulier, le dualisme financier est très souvent attribué, comme le font M<sup>C</sup> Kinnon et Shaw depuis 1973, à un Etat hyper interventionniste sur une sphère financière ne fonctionnant plus suivant les lois du marché. Cette argumentation revient pourtant à commettre des *erreurs de séniorité* et de *calibrage* que cette thèse met clairement en évidence en soulignant le déni d'histoire des approches dominantes. Elle revient aussi à vouloir classer des systèmes financiers en bons et/ou mauvais pour le développement, alors qu'aucun critère ne peut valider cette classification entre des systèmes financiers complets et cohérents en eux-mêmes pour des acteurs dans des espaces-temps précis.

En effet, analysée en longue période, *la répression financière historique* n'est que la composante financière de la stratégie répressive globale du système colonial sur des modes de vie qui lui étaient antérieurs. Système colonial qui s'inscrit et s'entend lui-même dans un objectif de modernisation sociétale tous azimuts par la violence symbolique, physique, idéologique et structurelle. En conséquence, la libéralisation financière, vulgarisée, tant par M<sup>C</sup> Kinnon et Shaw, que par les institutions financières internationales, n'est que l'instrument de la dimension financière de la modernisation sociale et sociétale dans sa version capitaliste. D'où plusieurs confusions au sein de l'approche dominante du développement : la modernisation sociétale est confondue au processus de développement ; l'approfondissement financier est assimilé au développement financier ; la répression financière est comprise uniquement dans sa dimension moderne (postcoloniale), et *les pratiques réelles* de développement sont négligées et ignorées autant que leurs ordres financiers. L'objectif du courant dominant est de les adapter et de les formater suivant ses concepts et ses postulats autoréférentiels.

Cette thèse sort de l'épistémologie normative qui caractérise les approches traditionnelles du dualisme financier pour s'inscrire dans une épistémologie critique. Elle privilégie le temps long de l'histoire et des processus structurels, au temps court des événements. Elle récuse l'individualisme méthodologique pour l'holisme méthodologique. Elle se préserve ainsi du scientisme qui caractérise les approches « économicistes » du lien entre dualisme financier et développement. L'auteur centre son étude sur le Cameroun en adoptant une approche historico-systémique. Celle-ci aboutit à des résultats novateurs sur la compréhension du dualisme financier camerounais, du développement financier, de son lien avec *la reproduction durable de l'autonomie sociale* (développement) et les conceptions monétaires à l'origine de l'esprit des tontines actuelles. La thèse montre ainsi, tant les limites et l'inaptitude des théories financières néoclassiques dans l'analyse du *développement réel*, que leur caractère purement idéologique issu de leurs prescriptions normatives et répressives face à des pratiques financières *réelles* pouvant ouvrir d'autres orientations institutionnelles au système financier camerounais. Enfin, cette thèse souligne, non seulement la continuité historique des pratiques financières dites informelles, mais aussi la portée, en études du développement, de ce que l'auteur appelle *le moment néobraudélien* et *la classification périodique* des institutions financières à laquelle il donne lieu. En effet, au lieu de partir des systèmes financiers des pays dits développés pour concevoir la trajectoire mimétique que doivent suivre ceux des pays dits sous-développés comme le Cameroun, la thèse montre qu'il semble judicieux de concevoir des offres d'institutions et d'instruments financiers en référence et compatibles aux niveaux historiques et institutionnels où se trouvent les acteurs et leurs demandes de développement.



**De nationalité camerounaise, Joseph Patience Thierry AMOUGOU est titulaire d'un baccalauréat D (sciences naturelles et mathématiques). Il a ensuite obtenu une licence et une maîtrise en économie internationale à l'Université de Yaoundé II, puis un DEA en macroéconomie appliquée au sein du Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire en Economie (PTCIE). Cette thèse fait suite à un DEA en *Development Studies* obtenu à l'Institut d'Etudes du développement (IED) de la Faculté de Sciences Economiques, Sociales et Politiques de l'Université Catholique de Louvain (UCL) en Belgique.**